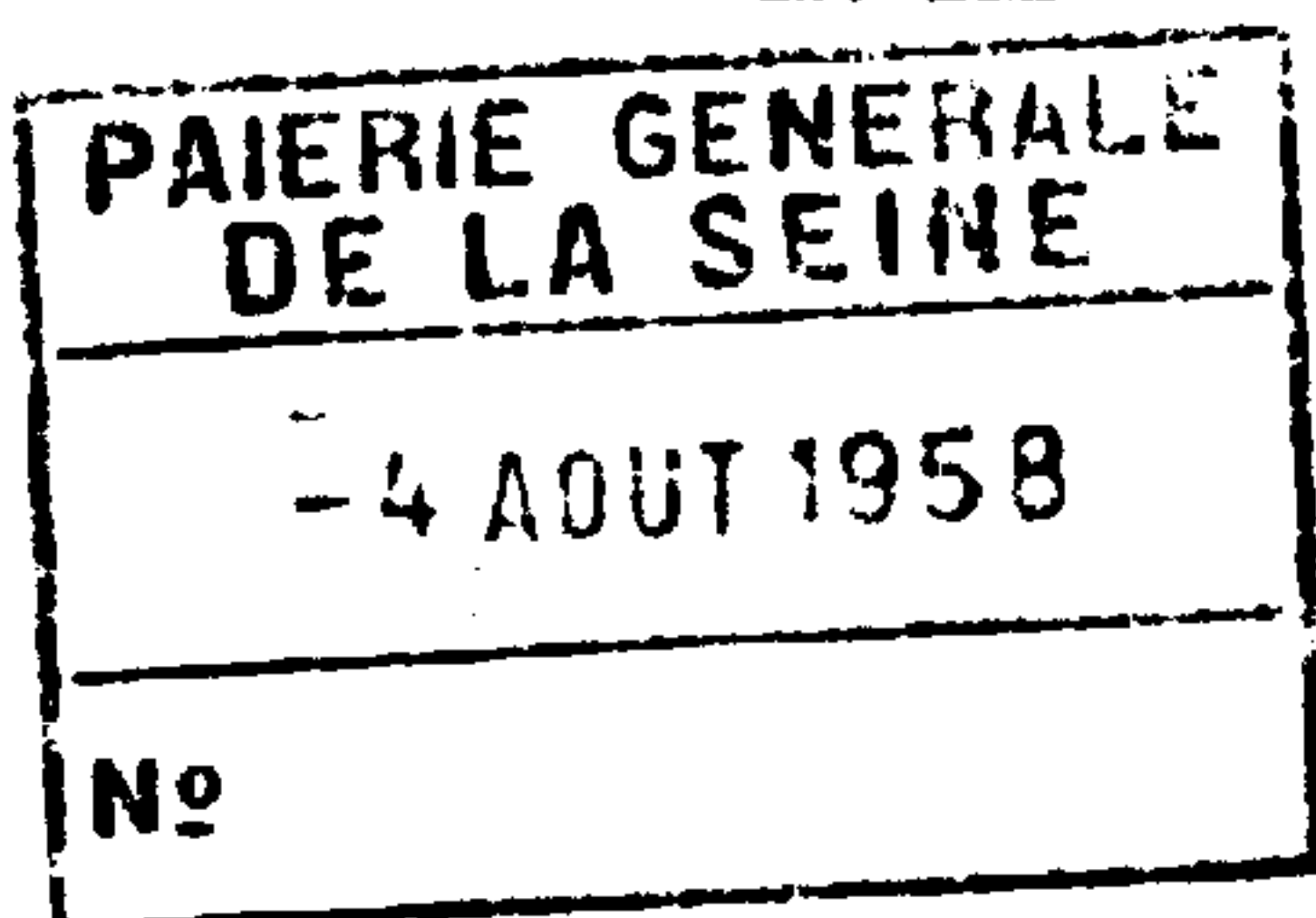


MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION
de la
COMPTABILITE PUBLIQUE**

BUREAUX C 1 et C 3

**Numéros dans les séries spéciales :
127 TM**



**INSTRUCTION N° 58.147 - B 1
du 25 JUILLET 1958**

Classement
B 1

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

**REGIME D'AIDE COMPLEMENTAIRE AUX ENTREPRISES EXPORTATRICES
BENEFICIAINT DU REMBOURSEMENT DES CHARGES SOCIALES ET FISCALES.**

DOCUMENTS A ANNOTER :

- Lettre-Commune n° 2055 C 1 L/C 2774-2405 du 6 octobre 1952 (B.S.T. 76 G).
- Lettre-Commune n° 1881 C 1 L/C 2922-2638 du 8 juin 1953 (B.S.T. 28 R).
- Lettre-Commune n° 2208 C 1 L/C 3182-2874 du 11 octobre 1954 (B.S.T. 88 G).
- Lettres-Communes n° 262.09 C 1 et 262.01 C 3 L/C 3579-3221 du 24 septembre 1957 (B.S.T. 40 R).

Un arrêté interministériel du 15 mars 1957, reproduit ci-après en annexe, a prévu que les opérations d'exportation réalisées en 1957 et ouvrant droit au remboursement des charges sociales et fiscales assises sur les salaires ou au remboursement forfaitaire de charges fiscales, prévus par les arrêtés du 30 juin 1952 modifiés, peuvent également ouvrir droit à un remboursement complémentaire.

Le bénéfice de ce remboursement complémentaire est réservé aux entreprises dont le chiffre d'affaires à l'exportation représente 5 % du chiffre d'affaires global.

Les modalités d'application de cet arrêté ont fait l'objet de la note adressée aux Directeurs départementaux des Enquêtes Economiques par la Direction Générale des Prix et des Enquêtes Economiques.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG
-----	-----	-----

Personnel

Dans cette note, il est précisé notamment :

- que le remboursement complémentaire doit être limité à 3 % de la valeur totale des exportations réalisées en 1957;
- qu'il doit être tenu compte, pour la détermination du chiffre d'affaires d'exportation de 1957, de l'incidence des mesures relatives au régime des échanges et des règlements extérieurs à la zone franc instituée en application des dispositions du décret n° 57-910 du 10 août 1957.

Les Trésoriers-Payeurs Généraux sont priés de bien vouloir se reporter aux prescriptions contenues dans cette note dont un exemplaire leur sera envoyé par les soins de la Direction et d'en assurer l'exécution en ce qu'elles les concernent.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique,

Le Sous-Directeur :

MALEPRADE.

Direction des Relations
Economiques Extérieures

S. E. E. 2

ANNEXE
à l'Instruction n° 58-147 - B 1
du 25 juillet 1958

ARRETE

LE MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES,
LE SECRETAIRE D'ETAT AU BUDGET,
LE SECRETAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES ECONOMIQUES.

VU le décret n° 50-1261 du 6 octobre 1950 en son article 19,
VU les arrêtés d'application du 30 juin 1952 modifiés,

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Les opérations d'exportations réalisées en 1957 et ouvrant droit au remboursement des charges sociales et fiscales assises sur les salaires ou au remboursement forfaitaire de charges fiscales prévus par les arrêtés du 30 juin 1952 modifiés peuvent également ouvrir droit à un remboursement complémentaire.

Le bénéfice de ce remboursement complémentaire est réservé aux entreprises dont le chiffre d'affaires à l'exportation représente au moins 5 % du chiffre d'affaires global.

ARTICLE 2. — Le montant du remboursement est fonction de l'augmentation des exportations de l'exercice 1957 par rapport à l'exercice 1956, suivant la formule :

$$S = \frac{(E_2 - E_1) E_2}{10 E_1}$$

dans laquelle :

S représente le montant du remboursement supplémentaire,

E_1 le montant en francs des exportations réalisées par l'entreprise bénéficiaire en 1956 et ouvrant droit au remboursement des charges sociales et fiscales (à l'exclusion des opérations admises en compensation),

E_2 le montant des exportations de même nature réalisées en 1957.

Cette formule n'est applicable que dans l'hypothèse où E_2 est supérieur à E_1 .

La valeur du paramètre $\frac{(E_2 - E_1)}{10 E_1}$ ne peut être supérieure à 0,03.

Le jeu de la formule ne peut avoir pour effet de porter le montant total du remboursement au-delà de 15 % de la valeur ajoutée en France aux produits exportés.

ARTICLE 3. — Le bénéfice des présentes dispositions est réservé aux exportations réalisées pendant l'année 1957. Toutefois, les opérations effectuées dans le cadre d'échanges compensés en sont exclues.

La date de réalisation des exportations, ainsi que leur montant, sont appréciés conformément aux règles en vigueur pour le remboursement des charges sociales et fiscales.

Les sommes versées au titre du remboursement complémentaire pour les opérations ayant bénéficié d'une garantie de prix seront précomptées sur le montant de la liquidation de cette garantie.

ARTICLE 4. — La liquidation et le paiement du remboursement complémentaire seront effectués par la Direction départementale des Enquêtes Economiques dans le ressort de laquelle se trouve le siège social de l'entreprise bénéficiaire.

Les demandes devront être envoyées avant le 1^{er} avril 1958; elles indiqueront le montant pour 1956 et 1957 des exportations ouvrant droit au remboursement des charges sociales et fiscales, après déduction des opérations ayant fait l'objet d'échanges compensés.

Ces déclarations pourront faire l'objet d'une vérification à l'aide de documents détenus par les différents services compétents en matière d'exportation.

ARTICLE 5. — Le Directeur du Budget, le Directeur Général des Douanes et Droits Indirects, le Directeur Général des Impôts, le Directeur de la Comptabilité Publique, le Directeur Général des Prix et des Enquêtes Economiques, le Directeur des Relations Economiques Extérieures sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 15 mars 1957.

=====

DIFFUSION

6